

# Un Allemand difficile

## Kurt Schumacher et la reconstruction après 1945

Laurence Pellegrini\*

» Le social-démocrate Kurt Schumacher (1895–1952) a été une figure déterminante de la reconstruction, un des « pères fondateurs de la République au même titre que Konrad Adenauer », selon les termes de Willy Albrecht, historien allemand spécialiste de sa politique. Mais en France, les activités de celui qui fut surnommé « l'Allemand difficile » restent relativement méconnues.

### Kurt Schumacher nach 1945

Der SPD-Vorsitzende von 1946–1952, Kurt Schumacher, als erbitterter Gegner der Nationalsozialisten lange Jahre im KZ, gehört nach den Worten des Historikers Willy Albrecht auf Augenhöhe mit Konrad Adenauer zu den Gründervätern der zweiten deutschen Republik. Er gilt als schwierige Persönlichkeit und ist in Frankreich kaum bekannt.

Laurence Pellegrini skizziert, rekurrierend auf seine Biografie und zeitgeschichtliche Ereignisse, die politischen Überzeugungen und das politische Handeln Schumachers beim deutschen Wiederaufbau, insbesondere was die Einheit Deutschlands („Wir wollen die wirtschaftliche, staatliche und nationale Einheit Deutschlands.“), die vehemente Ablehnung des Kommunismus (und des Zusammenschlusses von SPD und KPD), den Antikapitalismus und die Propagierung der „Prinzipien des Sozialismus“ sowie die Einstellung zu den Siegermächten („Wir Sozialdemokraten sind weder Briten, noch Russen, noch Amerikaner noch Franzosen.“) und das Verhältnis zu Frankreich („Die Annäherung von Franzosen und Deutschen ist von größter Bedeutung.“) betrifft.

Red.

Il existe une divergence importante entre la perception de Kurt Schumacher à l'intérieur et à l'extérieur des frontières allemandes, comme en témoigne l'ancien ministre social-démocrate Herbert Wehner dans *Selbstzeugnisse und Bilddokumente* : « Kurt Schumacher vit dans le souvenir de beaucoup d'Allemands comme une personnalité inflexible, émouvante et courageuse. » Pour certains observateurs étrangers de l'Allemagne d'après-guerre, il demeure incommode, fanatique et autoritaire. Dans l'Allemagne d'après-guerre en revanche, Kurt Schumacher parvient à s'imposer rapidement. Amputé du bras droit suite à ses blessures durant la Première Guerre mondiale et d'une jambe en raison d'une maladie contractée dans les camps de concentration (1933–43), il devient une figure emblématique de l'opposition au national-socialisme. C'est donc logiquement qu'il accède à la fonction de président du parti social-démocrate (SPD) en 1946. Dès lors, il élabore une position, qui consiste essentiellement à construire l'Allemagne sur de nouvelles bases, en opposition totale avec la période national-socialiste.

Avant même l'accession officielle d'Hitler au pouvoir, le député social-démocrate Kurt Schumacher avertissait ses contemporains des conséquences prévisibles du national-socialisme sur le peuple allemand : « Il va falloir plusieurs décennies au peuple allemand pour guérir des blessures morales et intellectuelles que ce genre de propagande lui a

\* Laurence Pellegrini est diplômée en études germaniques, doctorante à l'université d'Aix-en-Provence.

*infligé* », clamait-il à la tribune du *Reichstag* le 23 février 1932. En effet, si après la Seconde Guerre mondiale, chacun des pays belligérants nécessite une reconstruction psychologique, les crimes perpétrés par le Troisième Reich, révélés au grand jour par les procès de Nuremberg (1945–46), attirent l'attention internationale sur le peuple allemand.

« *Parce que les Allemands se sont laissés retirer le contrôle sur leur gouvernement, aujourd'hui ce sont les autres qui nous contrôlent* », déclare Schumacher à Hanovre le 6 mai 1945. Pour lui, la situation d'après-guerre est donc une conséquence directe de la perversion de la République de Weimar qui a permis à ses concitoyens de faire accéder la dictature au pouvoir par la voie démocratique. Dans ses directives politiques, Kurt Schumacher prône alors l'association stricte de « *socialisme et démocratie* », c'est-à-dire la mise en œuvre d'un système social, dans lequel les ouvriers disposent d'une liberté économique, politique et spirituelle nécessaire à leur autodétermination.

Kurt Schumacher vise également une moralisation de l'Allemagne. En effet, il tient à ce que soient nommés publiquement et sans ambiguïté les « coupables » de la guerre et de ses conséquences : à savoir les criminels de guerre et les membres du NSDAP. Il propose alors d'une part la dénazification sociale, qui consiste à retirer les nationaux-socialistes des postes à responsabilités et de donner également la priorité à l'emploi aux victimes du *Reich*. D'autre part, il souhaite qu'une rééducation de la jeunesse hitlérienne soit mise en œuvre. En outre, il désigne les coresponsables et les appelle à assumer leur immobilisme. Plus précisément, il indique qu'une « *grande partie du peuple allemand* », si elle avait peur du régime hitlérien, c'est qu'elle savait ce qu'il se passait dans les camps de concentration. Selon lui, cette situation expliquerait mais n'excuserait pas leur absence de résistance. Néanmoins, Kurt Schumacher rejette la thèse d'une faute collective. Il oppose en effet aux Alliés les listes des pertes dans les rangs sociaux-démocrates, premiers opposants et premières victimes corolaires du NSDAP.

Le 23 mai 1933, le parti social-démocrate fut le seul parti à voter contre la loi des pleins pouvoirs. L'été qui suivit, le SPD fut interdit. Aux côtés des membres du parti communiste, d'éminents so-

ciaux-démocrates furent exécutés et internés dans les camps de concentration. Le SPD se réorganisa donc entre une section clandestine sur le sol allemand et une organisation en exil à Prague puis à Paris, la SOPADE.

Dès 1945, la légitimité du SPD étant aux yeux de Kurt Schumacher acquise par son rôle d'opposant majeur, il prétend alors, dans ses Principes fondamentaux de la nouvelle organisation du SPD, présentés à Stuttgart le 2 juillet 1945, à l'élaboration d'un parti fort et autonome. Il s' imagine en effet un parti dont les pouvoirs seraient centralisés, c'est-à-dire au-delà des zones d'occupation, comme forme nécessaire au rayonnement sur la population. Schumacher poursuit alors l'objectif d'une unité du parti social-démocrate, qui ne peut intervenir sans un rassemblement massif de ses membres et sympathisants : les anciens sociaux-démocrates ou encore les sympathisants non corrompus pendant la guerre et les jeunes Allemands, au dépit de leur éventuelle appartenance à l'ancienne jeunesse hitlérienne, sont appelés à réorganiser le SPD.

## Les conceptions de Kurt Schumacher

**Unité :** Dès son premier discours fondamental, à Hanovre le 6 octobre 1945, Kurt Schumacher se dissocie du communisme. En effet, la méthode révolutionnaire ne lui apparaît, encore moins que lors de la scission historique de la gauche entre SPD et KPD dans les années 1920, ni rationnelle, ni réalisable, ni bénéfique pour l'Allemagne qui doit se reconstruire dans une atmosphère pacifique. Considérant la souveraineté du peuple dans un contexte démocratique comme principe inaliénable, Kurt Schumacher rejette l'intervention du communisme dans l'élaboration des fondements de la nouvelle Allemagne. Aussi affirme-t-il qu'il « *ne peut pas et ne veut pas devenir l'instrument de quelque intérêt impérialiste étranger que ce soit* ».

En 1946, la création du SED, parti unique regroupant le SPD et le KPD, dans la zone de l'Est (future RDA), contrevient formellement, d'abord au principe de pluralisme défendu par Schumacher, mais également à sa conception de la reconstruction. D'une part, l'idée d'un SPD unifié, cen-

tral, et présent dans l'ensemble des zones d'occupation, est rendue impossible. D'autre part, l'objectif d'une gouvernance future du SPD, dans une Allemagne unie après le départ des Alliés, s'éloigne. A ce sujet, Kurt Schumacher s'opposa virulemment au chrétien-démocrate, maire de Cologne et futur Chancelier, Konrad Adenauer, qui s'était prononcé le 10 juillet 1945 auprès de l'agence de presse américaine *United Press* en faveur d'une division temporaire de l'Allemagne en trois zones administrées de manière indépendante. Dans une lettre écrite le 4 août, le social-démocrate, s'adressant aux Britanniques, prévint alors du danger que ce programme représenterait pour l'Est de l'Allemagne, abandonnée aux communistes.

De même, sur la question du fédéralisme, Kurt Schumacher eut de houleuses discussions avec le ministre de l'Économie de Bavière, Ludwig Erhard. Le social-démocrate affirma lors d'une réunion du comité consultatif des zones, le 23 octobre 1946, que « nous voulons l'unité économique, étatique et nationale allemandes. Nous pensons à des Länder qui disposent d'un pouvoir équivalent et qui ne soient pas trop grands pour menacer l'unité suprême ». Lors de la création de la bizonne, c'est-à-dire la fusion des deux zones américaine et britannique, Ludwig Erhard avait revendiqué l'autonomie du Sud de l'Allemagne, alors que le vice-président du comité consultatif des zones, Kurt Schumacher, défendait invariablement sa conception de l'unité du peuple allemand.

**Anticapitalisme et économie sociale :** Dans ses discours, le social-démocrate dénonçait régulièrement les nazis « comme valets du capitalisme » et accusait corolairement les capitalistes d'avoir sciemment « influencé l'opinion publique allemande par tous les moyens, particulièrement grâce à la presse », fragilisée par sa défaite lors de la Première

Guerre mondiale et par la crise de 1929. Le « nouveau départ » que Kurt Schumacher tente d'instaurer en Allemagne est également l'occasion pour lui de prôner un nouveau modèle économique socialiste. Pour renforcer cette conception et rompre l'isolement du SPD, Schumacher demande en 1946 de réintégrer l'Internationale socialiste.

Aussi réitère-t-il dans l'après-guerre l'attachement du SPD aux « principes du socialisme », tels que l'étatisation, l'abolition des monopoles, cartels et autres trusts. Il prévoit alors une plus forte ruralisation et la préservation des terres au profit de l'exploitation agricole et, en opposition à la politique de démontage des Alliés, la relance massive de l'industrialisation de l'Allemagne, notamment par l'utilisation de nouvelles technologies. Les fondements de la politique économique de Kurt Schumacher sont alors étroitement liés à la reconstruction sociale de l'Allemagne. Selon lui, l'accès au plein emploi serait donc une étape essentielle de la réhabilitation du peuple allemand.



**L'Occident :** « Pas comme en 1918 » apparaît tel un leitmotiv lancinant dans la pensée de Kurt Schumacher. En effet, s'il reconnaît la « primauté » de la politique internationale suite à la deuxième défaite consécutive de l'Allemagne dans un conflit mondial, le social-démocrate a en réalité une vision exclusivement pragmatique de la coopération avec les Alliés. Il n'hésite alors ni à exprimer officiellement sa méfiance (« ils font leur paix, pas la nôtre »), ni à exposer la social-démocratie comme le défenseur des seuls intérêts nationaux (« Nous, sociaux-démocrates ne sommes ni britanniques, ni russes, ni américains, ni français. Nous sommes les représentants du peuple travailleur allemand et par conséquent de la nation allemande »).

Néanmoins, malgré sa méfiance, Kurt Schumacher se prononce en faveur du Plan Marshall, projet américain d'aide à la reconstruction de l'Eu-

rope. En Allemagne, alors que les voix s'élèvent, notamment dans les rangs de l'extrême gauche, contre ce que l'on considère comme une manœuvre impérialiste, le social-démocrate oppose l'intérêt général aux détracteurs de l'aide américaine le 29 juin 1947 en disant oui au Plan Marshall. Schumacher reconnaît également que les contraintes de coopération entre les Européens liées à ce plan sont une opportunité pour la réconciliation, et par conséquent pour la paix. Il témoigne alors d'une conception immanente de la pacification des relations européennes : en convaincant les Alliés que le règlement de la question allemande est la condition indispensable à la stabilité de l'Europe, il s'assure que la reconstruction de l'Allemagne sera au centre des préoccupations mondiales. Mais Schumacher élabore aussi une théorie de l'aimant : la reconstruction économique de l'Allemagne de l'Ouest agira, estime-t-il, comme une force irrésistible sur l'Est.

**Rapports avec la France :** Avec la France, Kurt Schumacher entretint un rapport plus ambigu. Au début des années 1930, il avait axé sa politique étrangère sur la réconciliation avec la France, qu'il jugeait « vitale » pour l'Allemagne. Après l'expérience d'une nouvelle guerre, le social-démocrate réitère ses arguments en faveur de la coopération bilatérale : « *Le plus important, c'est le rapprochement des Français et des Allemands. La relation franco-allemande est le baromètre de la raison économique et de l'humanité européenne* », déclare-t-il le 14 octobre 1947 à San Francisco. Après avoir été convié en Angleterre par le parti travailliste, Schumacher avait également participé au congrès annuel du regroupement syndical (AFL) américain. Dans l'après-guerre, il fut, malgré ses positions sans concession, le seul homme politique allemand à être invité par deux grandes puissances alliées.

Des tensions se font pourtant ressentir entre les autorités françaises et Kurt Schumacher. La France avait empêché le social-démocrate de se rendre dans sa zone d'occupation, lui reprochant sa virulence et ses positions jugées nationalistes. Il s'opposait en effet à la politique française d'occu-

pation, axée sur le démontage des usines et les réparations de guerre dans le but de freiner la reconstruction de la grande Allemagne.

Lors des élections législatives de 1949, le SPD obtient 29 % des voix, soit 2 % de moins que la CDU. Malgré les appels de son camp à former une grande coalition, Schumacher choisit pour le SPD un rôle d'opposition en s'adressant le 21 septembre aux députés du *Bundestag* : « *L'opposition est une composante de la vie politique et non pas un soutien de second rang du gouvernement. L'opposition doit limiter le pouvoir gouvernemental et empêcher le totalitarisme. L'essence de l'opposition est de tenter en permanence d'imposer au gouvernement et à ses partis la volonté créatrice de l'opposition par des propositions concrètes.* »

Alors que Kurt Schumacher s'était déclaré prêt à trouver un terrain d'entente avec le chancelier Adenauer sur la politique étrangère, le chef de l'opposition déclara les hostilités à l'occasion du Plan Schuman du 9 mai 1950. La CECA prévoyait en effet d'absorber l'Autorité internationale de la Ruhr, une des régions industrielles les plus riches d'Allemagne, soumise au contrôle international. Kurt Schumacher s'insurgea alors du recul des autorités allemandes sur le démantèlement et l'exploitation extérieure de l'économie allemande : « *Il est de notre devoir vis-à-vis de notre peuple et par rapport à la nécessité d'une Europe saine de nous opposer de toutes nos forces politiques à cette suprématie, destructrice pour l'Europe, du capital international sur la richesse nationale allemande.* » Mais surtout, campant sur sa logique de la priorité à donner au règlement de la question allemande, il affirma dans un de ses derniers discours en 1952 : « *La réunification de l'Allemagne est un objectif qui, à notre avis, est beaucoup plus urgent et beaucoup plus important pour la pacification et le nouvel ordre de l'Europe que n'importe quelle forme d'intégration.* »

Les citations de Kurt Schumacher se trouvent dans l'ouvrage de Willy Albrecht, *Reden – Schriften – Korrespondenzen, 1945–1952*, Bonn 1985.

